

Le PIB, un indicateur contesté de l'activité économique



Retranscription de l'interview de Xavier Timbeau par La finance pour tous.

www.lafinancepourtous.com/Outils/Mediatheque/Videotheque/Les-interviews-de-lIEFP/Le-PIB-un-indicateur-conteste-de-l-activite-economique

1. Qu'est-ce que le PIB ?

Le PIB est une mesure de la production d'une l'économie.

Aujourd'hui, cette mesure est quasi exhaustive. Certains éléments ne sont par convention exclus de la production de l'économie. Par exemple, le travail domestique, même s'il représente une grande part de l'activité des individus.

Le Produit Intérieur Brut est dans une dimension assez large, cela va de la production des biens jusqu'à celle des services, y compris les services non marchands (l'éducation, la santé...).

Cette mesure est basée sur un système d'informations performant qui donne une vision juste de l'état d'une économie et de ses évolutions, au moins dans le court terme.

Cela constitue un immense progrès par rapport à la situation qui prévalait par exemple avant la deuxième guerre mondiale, au moment de la grande dépression.

La grande dépression s'est produite sans qu'on ait d'instruments pour l'apprécier. On a compris qu'on était dans une grande dépression plusieurs années après qu'elle se soit enclenchée en particulier quand on a vu le taux de chômage monter de façon très élevée, notamment aux Etats-Unis.

On n'avait pas de mesure disponible rapidement sur l'activité économique vue par la production.

Après la deuxième guerre mondiale, dans tous les pays développés, on a mis en place des systèmes très coûteux mais efficaces, pour produire une information beaucoup plus rapidement. Au lieu d'attendre plusieurs années pour savoir si une économie est en récession, aujourd'hui, on a besoin d'attendre seulement quelques semaines.

2. A quoi sert le PIB ?

Concrètement, le chiffre du PIB et ses évolutions dans le temps, pour une économie donnée, servent à piloter l'économie par la politique monétaire et donc la politique macro économique.

Le hiatus temporel entre les estimations préliminaires et les estimations définitives 3 ans après peut parfois conduire à prendre des décisions sur la base d'estimations erronées qui vont être ensuite révisées.

Xavier Timbeau donne un exemple de 2005, quand les premiers éléments issus des comptes nationaux établissaient que le taux de marge des entreprises était très dégradé. Un certain nombre de mesures d'allègements de charges et d'allègements d'imposition des sociétés ont été prises sur la base de ce diagnostic. Dans les comptes définitifs, le diagnostic était totalement inverse. Mais il est arrivé 3 ans après et il était trop tard pour revenir sur les mesures de politique économique.

<http://www.lafinancepourtous.com>

décembre 2012

Cet exemple montre bien qu'on utilise l'information pour infléchir une politique économique. Le degré de détail est tel que cela peut permettre de décider s'il faut faire peser la fiscalité sur les entreprises ou sur les ménages.

L'économiste explique ensuite l'origine de l'élaboration des comptes nationaux. Il fallait être capable de piloter une économie soit quand on la reconstruit soit quand on est en guerre. Pour cela, il faut connaître exactement l'état de l'appareil de production et être capable de le diriger quand il s'agit de produire des canons et des tanks en utilisant toutes les ressources disponibles de façon optimale.

Aujourd'hui, c'est une dimension oubliée, parce qu'on est en paix et parce que les économies sont plus complexes. De plus, la globalisation a beaucoup changé le domaine d'application de ce genre de méthodes.

Une troisième utilisation du PIB est la comparaison internationale. On compare les pays entre eux au niveau de la croissance, de la richesse, etc. Si un pays a un niveau de croissance ou de richesse supérieur à un autre, c'est la preuve que son organisation sociale dans son ensemble est plus performante.

C'est utilisé comme argument pour dire que si on veut avoir une plus grande performance, il faut faire comme ce pays pour avoir le même résultat, un plus Produit Intérieur Brut par tête ou un plus grand niveau de revenu par habitant.

3. Les limites du PIB dans la comparaison

L'utilisation du PIB dans les comparaisons est, selon Xavier Timbeau, un peu « illusoire ».

Dans un premier temps, on compare des niveaux de production, mais rien ne dit qu'une production plus élevée, c'est « mieux ».

La première explication tient dans l'effet de nécessité. L'économiste donne l'exemple d'un pays où il fait plus froid l'hiver et plus chaud l'été, il faut produire plus pour se réchauffer l'hiver et vous rafraîchir l'été. Pour avoir le même niveau de confort, ce pays a été obligé de dépenser beaucoup plus d'énergie, plus de travail, etc. que dans un autre pays où il fait une température tempérée toute l'année.

En comparant les productions, on oublie les circonstances dans lesquelles ces productions sont obtenues.

La deuxième explication réside dans ce que Xavier Timbeau appelle « le bien-être économique ». Une économie fonctionne pour fournir un certain nombre d'éléments matériels aux individus pour les satisfaire. Mais la satisfaction est subjective et on ne peut pas la mesurer directement. Elle n'est mesurée que par la valorisation de la consommation par les individus. Le problème réside dans la comparaison de ces satisfactions entre individus qui vivent dans des espaces très différents, dans des règles très différentes. Les schémas de valorisation ne sont pas du tout comparables. Par exemple, l'information selon laquelle le revenu par habitant en Chine est de 4 500 \$ est difficile assimilée par un habitant d'un pays développé. Ce chiffre n'explique en rien la façon dont vivent les Chinois.

De même, un taux de croissance de 10 % comme celui de la Chine peut paraître phénoménal pour un occidental mais cela peut ne pas être perçu comme une amélioration pour un habitant d'un pays développé. La dimension spécifique au pays qui est culturelle, n'est absolument pas prise en compte dans ces chiffres.

La variation du PIB peut décrire une amélioration de la situation matérielle d'un pays uniquement pour des petites variations.

Quand on compare des situations très différentes, on n'est pas sûr que le Produit Intérieur Brut donne beaucoup d'éléments et que les éléments quantitatifs qu'il fournit soient très pertinents.

4. Quelles sont les limites du PIB pour évaluer les productions ?

L'élément essentiel de la construction statistique de la comptabilité nationale, c'est le prix et d'être capable de calculer des volumes. Mais le calcul des prix pose des problèmes.

Quand on a un prix de marché, on considère que prix donné par le marché est un « bon » prix. Mais il y a des secteurs pour lequel on n'a pas de prix de marché. Il faut reconstituer les prix de marché. C'est en particulier le cas dans les secteurs non marchands. Jusqu'à maintenant, la convention la plus simple qui est utilisée est au coût des facteurs, au coût de production. Cette convention a un problème, c'est qu'elle ne tient pas compte de la qualité du service qui est rendu, par exemple la qualité d'un système de santé, d'un système éducatif... Cette méthode ne tient compte que des coûts de production. Or, deux systèmes peuvent coûter la même chose mais avec des qualités différentes par une meilleure organisation ou une meilleure incitation des agents.

La première idée est d'avoir des schémas d'évaluation des prix des services non marchands sur des indices de qualité. Xavier Timbeau cite l'exemple de la qualité d'un système éducatif. Le niveau des élèves qui entrent dans le système est comparé au niveau des élèves qui sortent quelques années plus tard du même système. Plus la différence est élevée, plus le système est performant. Le cas des lycées est caractéristique : des excellents lycées accueillent des élèves défavorisés et les transforment en étudiants performants alors que d'autres lycées récupèrent des élèves déjà très bien formés et qui les rendent avec le même niveau. C'est ce qu'on appelle d'ailleurs des bons lycées alors qu'un bon lycée devrait être un lycée qui améliore le niveau des lycéens. Il faut bien sûr discuter des critères pour évaluer les élèves (...).

En ce qui concerne les biens et les services marchands, on peut se demander si les prix sont des bons indicateurs. Dans la théorie économique, on considère que le marché fonctionne bien et que de temps en temps il y a des « échecs de marché » qu'on peut compenser.

Un certain nombre de réflexions considèrent aujourd'hui que les échecs de marché sont la règle : sur tout marché, les prix résultent de la manipulation, d'un rapport de force, d'un monopole, d'une asymétrie d'information, des oligopoles...

Les prix du marché sont donc biaisés. Par exemple, dans le secteur financier, si certains sont si bien rémunérés, cela peut venir de leur forte productivité ou de situations d'asymétrie d'informations, de monopole de certains salariés, et cela se traduit par la constitution de « rentes » très importantes.

Quand on mesure l'ensemble de ces « rentes » simplement en regardant les très hauts salaires, on s'aperçoit que ce n'est pas un phénomène marginal mais un phénomène majeur. Dans l'augmentation des valeurs échangées sur les marchés, une grande partie sont des « rentes ». Ce ne sont pas des valeurs échangées. On ne peut pas dire que dans cette augmentation de la valeur, il y a eu une augmentation réciproque et partagée d'un intérêt mutuel dans cet échange. Il y a simplement eu un transfert d'un individu à un autre, transfert qui n'est pas en soi créateur de valeur.

Or, quand on prend le prix du marché pour calculer le PIB, on considère que toute augmentation est une création de richesse c'est-à-dire une création de bien-être pour les individus.

On ne sait pas calculer un PIB sans prendre en compte ces rentes. Il faut d'abord être capable de les identifier et de les mesurer. C'est un argument pour considérer que le Produit Intérieur Brut ne donne pas directement d'informations sur le bien-être des gens.

5. Comment prendre en compte les inégalités ?

Pour prendre en compte les inégalités, on peut faire une première correction en éliminant les « rentes ». Pour cela, on ne prend plus en compte les revenus de l'ensemble de la population, mais seulement les revenus des 99 % des personnes les moins riches. Les 1 % les plus riches peuvent être considérés comme les détenteurs de ces « rentes ». Xavier Timbeau précise que c'est une hypothèse probablement excessive, mais cela lui semble moins excessif que de considérer que ce n'est pas des rentes.

Aux Etats-Unis, les 1 % les plus riches ont des rémunérations supérieures au million de dollars par individu. (...) Parmi les personnes payées plus d'un million de dollars, l'économiste estime qu'il y a 95 % de rentes, alors que parmi les personnes payées moins d'un million de dollars, la part des rentes peut tomber à 50 %. L'erreur est donc beaucoup moins grande.

C'est ce qu'ont montré Piketty et Saez dans une étude sur les Etats-Unis* : la moitié de la croissance est due aux personnes les plus riches. La vision de l'économie est alors totalement différente.

Si on considère l'ensemble de la population américaine, l'économie a cru sur les 20 dernières années de près de 2 % par habitant par an. Si on enlève le 1 % des plus riches de la population, la croissance de l'économie n'est plus que de la moitié, soit 1 % par an.

Xavier Timbeau estime que cette méthode donne une mesure beaucoup plus juste de l'activité économique.

La question des inégalités, en tout cas vu par ce biais que sont les inégalités extrêmes, se justifie par cette volonté de vouloir mieux comprendre ce qui est la vie vécue par les individus, et pas une économie imaginaire dans laquelle ces valeurs se produiraient sans que cela corresponde à quelque chose de concret.

* T.Piketty et E. Saez, « *Income inequality in the United States, 1913-1998* » in *QJE* vol.118, no 1, 200

6. Comment prendre en compte le développement durable ?

L'économie et les marchés qui la composent ne permettent pas de donner un prix à un certain nombre de choses qui pourtant en ont un. Le meilleur exemple est le carbone. Le fait d'émettre du carbone

constitue un dommage qui a une valeur mais personne n'est taxé parce qu'il émet du CO₂. Il n'y a personne à qui payer. La contrepartie est tellement évanescence et diffuse qu'elle ne peut pas exister.

Les économistes cherchent à donner un prix au carbone. Le prix au carbone est la valeur actualisée des dommages futurs que le fait d'émettre ce carbone va provoquer. Les dommages sont liés par exemple, au réchauffement climatique et à ses conséquences.

Les marchés financiers n'arrivent pas à évaluer la valeur des flux futurs. Mais il faut intégrer les dommages futurs liés aux changements climatiques. En effet, le niveau de consommation d'aujourd'hui se fait au détriment d'une perte de patrimoine. Ce patrimoine correspond à la valorisation de ce qu'on aurait s'il n'y avait pas de changements climatiques. Il est actuellement en train de fondre puisque rien n'est fait pour le préserver.

L'économiste préconise de diminuer la valeur de notre consommation aujourd'hui, d'un montant de ce qu'on est en train de détruire sur notre environnement.

Si on intégrait cela dans la mesure de la richesse, on se rendrait compte qu'on est beaucoup moins riches que ce que l'on produit ou ce que l'on consomme. Si on veut épargner et tenir compte des générations futures, il est essentiel de tenir compte de ce « tirage » qu'on effectue sur le futur.

Xavier Timbeau insiste sur le fait qu'en matière de climat, il n'y a pas de créances, on ne lègue qu'une planète dégradée au point que 9 milliards d'habitants ne pourront pas vivre dessus.

Ce n'est plus le PIB qui peut servir de boussole mais on est obligé de faire un arbitrage entre l'urgence et le futur. Cela s'appelle « *la question de Copenhague* »* : c'est bien de s'occuper des générations futures mais il y a des gens qui meurent de faim aujourd'hui. Est-ce qu'il vaut mieux s'occuper des gens qui meurent de faim aujourd'hui ou est-ce qu'il faut les laisser tomber et ne s'occuper que des générations futures ? Il y a un arbitrage à réaliser entre les générations futures et les générations présentes.

C'est un point important qui peut nous obliger à faire un calcul. On peut décider de laisser une planète dégradée parce qu'on a des problèmes urgents à résoudre. On peut aussi retourner le problème : dans la façon dont on vit, des tas de choses sont futiles et inutiles et pourtant, dans les pays développés, on dirige toute notre vie vers ces choses futiles et inutiles. L'économiste explique par exemple qu'on travaille un peu plus pour pouvoir s'acheter un nouveau téléphone portable ou une nouvelle tablette car cela paraît absolument indispensable. On le fait aussi parce que tous ces objets paraissent être relativement peu chers.

Xavier Timbeau propose de donner une valeur, même approximative, au futur, c'est-à-dire à la dégradation du climat, à la tonne de CO₂ pour modifier nos comportements et réduire notre consommation de choses futiles, faire des économies d'énergie, isoler nos bâtiments. Au lieu de s'acheter un ordinateur, on va s'acheter des nouvelles fenêtres, au lieu d'acheter une grosse voiture, on va en acheter une plus petite, économe, qui sera tout aussi chère, tout aussi remplie de gadgets, mais qui consomme moins que la grosse voiture et on trouvera de la satisfaction à avoir une voiture qui consomme peu plutôt que d'avoir une voiture qui va vite.

En introduisant un prix, même s'il est absurde par rapport à la catastrophe et au futur, cela peut suffire à modifier le comportement et donc, cela peut être important de l'intégrer dans la comptabilité et dans le Produit Intérieur Brut.

* Pour en savoir plus sur l'accord de Copenhague : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-Accord-de-Copenhague,21485.html>